

L'Abelle de la Nouvelle-Orléans.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Bureau: 323 rue de Chartres, entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office of New Orleans as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES, LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE DU JOURNAL.

TEMPERATURE.

Du 1er mars 1909.

Thermomètre de E. Claudel, Opticien, Successeur de E. & L. Claudel, 918 rue Canal, N.-O., Lne. Fahrenheit Centigrade

Bulletin Politique.

Les relations austro-russes viennent de passer par une voie très grave, si nous en croyons certains correspondants. M. Lzowsky et le baron d'Aerenthal avaient, en quelque sorte, perdu le contact et les deux chancelleries ne communiquaient plus que par la forme. Naturellement la gravité du problème serbe se trouvait encore augmentée par suite de cet état de choses.

On a quelques raisons de croire que la France et l'Angleterre se sont occupées activement de rendre de nouvelles conversations possibles entre Vienne et St-Petersbourg. Si le gouvernement français entend d'ici peu surmonter les influences contraires et modifier, tant à Belgrade qu'à Constantinople, dans le sens d'une coopération plus intime avec l'Angleterre et la Russie, la politique suivie par lui jusqu'ici, nul doute que l'efficacité de la triple entente ne s'affirme bientôt, pour le plus grand bien de la paix.

On semble croire à Vienne qu'Elmi Pacha mènera à bien l'accord austro-turc. La lutte qui s'engage actuellement entre les divers groupes politiques semble n'être que le prélude d'un orage beaucoup plus gros. On prétend aussi que la retraite de Kiamil Pacha n'est pas absolument définitive. Kiamil est le seul homme d'état turc capable d'affronter une aussi difficile situation. Les milieux officiels voient d'un œil favorable la nomination d'Elmi Pacha comme grand-vizir. Ils ont la conviction qu'il mènera à bien l'accord austro-turc; les modifications apportées au protocole par la Porte ont été revues et examinées ici. Le document, ainsi remanié, a repris le chemin de Constantinople où il n'attend plus que la ratification définitive de la Porte, ratification qui peut légèrement tarder au milieu de la présente crise.

On a prétendu que la Turquie avait demandé à l'Autriche de s'engager à la protection du sandjak de Novi Bazar, contre un coup de main serbe ou monténégrin; que cette nouvelle fut vraie ou fautive, il était certain que l'Autriche n'aurait jamais permis l'occupation du sandjak.

On s'est réjoui à Belgrade de la chute de Kiamil, parce qu'on a découvert en lui un ami de l'Autriche. Les feuilles de Belgrade expriment l'espoir que l'accord entre l'Autriche et la Turquie ne sera pas conclu.

La mise à la retraite de lord Charles Beresford, après deux années de commandement, alors qu'une troisième année est généralement concédée, suscite les protestations de ses partisans. M. Harold F. Wyatt, l'un des fondateurs de l'Imperial Maritime League, puisant organe de la propagande navale anglaise, a déclaré l'autre jour: Lord Charles Beresford est le seul homme qui défende la cause d'un intense développement naval. Lui seul, commandant la première des flottes anglaises, a représenté au gouvernement les périls que font courir à la marine les économies radicales. La est le secret de sa perte. Le communiqué de l'Amirauté se résume en deux phrases: le meilleur amiral britannique est mis à la retraite une année à l'avance; la seule flotte réellement efficace que nous possédions est désorganisée.

Cette dernière critique est en partie fondée, et on a entendu des experts la formuler contre Sir John Fischer.

Veille de Désastre.

M. Germain Bapet vient de publier la quatrième partie de l'ouvrage qu'il a consacré au maréchal Canrobert, et ce volume, comme un peu aussi les précédents, présente cette particularité que la vie propre de l'illustre soldat est peu à peu effacée et de moins en moins apparent, écrit le lieutenant colonel Bousset.

L'auteur, ayant pris pour son titre: "Souvenirs d'un siècle", a voulu sans doute le justifier en vagabondant à travers l'histoire, et tandis qu'il laisse souvent de côté son héros, il se plaît à évoquer en des récits anecdotiques une foule de personnages d'importance variée, dont quelques-uns même sont parfois assez inattendus. Mais ce défaut de composition, si c'en est un, sera certainement pardonné par des lecteurs dont la curiosité a de quoi amplement se satisfaire, et, donc, je ne le relève point à la manière d'un reproche ou d'un regret, mais seulement pour expliquer comment, à propos du maréchal Canrobert, je suis amené à parler de choses et de faits auxquels celui-ci n'a été mêlé que de très loin, et moins qu'il n'y ait pas été mêlé du tout.

C'est, en effet, en dehors de lui, et sans qu'il ait eu directement voix au chapitre, qu'ont été agitées les questions relatives à l'organisation de l'armée, après la campagne d'Italie et surtout celle de Bohême. Les projets divers qui ont abouti à la loi de 1868, loi incomplète, bâtarde et mal assise, mais qui fut cependant augmentée dans de notables proportions la valeur de notre organisme militaire si elle avait été rigoureusement et intégralement appliquée, ces projets, dis-je, furent élaborés par un petit cercle dans lequel Canrobert n'était pas admis. Il est vrai, et M. Bapet le rappelle très à propos, qu'à peine appelé au ministère, le maréchal Niel, obliant les anciennes mésintelligences de Sébastopol et de Solferino, écrivit à son collègue une lettre cordiale où il lui demandait son concours. Mais il ne paraît pas que cette démarche de

pure courtoisie ait eu d'autre résultat qu'une réponse toute pareille, ni qu'après plus qu'avant, le commandant du 1er corps ait été introduit dans les conseils où se discutait l'avenir de l'armée et du pays.

C'est cependant quand il nous fait parcourir les pénibles étapes de cette réforme à peine ébauchée, quand il nous remémore les difficultés de toutes sortes avec lesquelles fut aux prises le ministre de la guerre et les luttes douloureuses dont il sortit brisé et quasi vaincu: c'est quand il nous promène du cabinet de la rue Saint-Dominique, témoin des suprêmes efforts d'une vie chancelante, à la salle du Corps législatif, où certains députés de la majorité ne craignaient pas de laisser entendre que la loi militaire serait votée, mais "arrangée de telle sorte qu'elle ne pourrait pas servir"; c'est quand il nous montre enfin l'antagonisme sournois des conseillers immédiats de l'Empereur triomphant des efforts désespérés du maréchal Niel, et celui-ci succombant finalement à la tâche, que M. Bapet est le plus attachant, le plus personnel et le plus émouvant. Et bien que cette triste histoire soit déjà fort connue, elle emprunte à la précision du détail et à la nouveauté de certaines révélations un intérêt renaissant. C'est la partie culminante du livre et celle qui mérite surtout de fixer l'attention.

L'empereur Napoléon III avait été de tout temps un partisan du service obligatoire et du recrutement régional, tel qu'il se pratique en Prusse depuis le grand désastre d'Iéna. A peine arrivé au trône, il avait rédigé, sur ses bases, un projet de décret. Mais il s'était heurté à l'opposition très formelle du maréchal Vaillant, son ministre de la guerre, lequel déclarait tout net qu'une armée nationale ne serait qu'une "mauvaise institution"; à celle également du général Trochu, personnage alors très en vue et dont l'opinion, à ce moment du moins, était que l'armée devait rester une "corporation distincte du reste de la nation". Je dis "à ce moment", parce que les avis du général Trochu ont toujours été aussi changeants que sa façade était intarissable et même sa bonne foi sujette à caution, comme le montrent les documents cités par M. Bapet.

Cela n'empêcha point le souverain de revenir à la charge, et il revint jusqu'à six fois. Avant il raison? Avait-il tort? Les faits dont nous sommes aujourd'hui les témoins attestent et qui indiquent suffisamment à quel point l'obligation du service militaire est antinomique au tempérament français, semblent indiquer que l'opposition du maréchal Vaillant, pour trop absolue qu'elle ait été peut-être, avait tout de même sa raison d'exister et procédait d'un entendement presque prophétique. Un autre l'a reprise pour son compte, plus tard, et avec des arguments différents; c'est Thiers. Et il est regrettable que la parole convaincante du premier président de notre république n'ait pas eu assez de puissance pour préserver celle-ci d'une expérience dont le dernier mot n'est pas dit, mais à laquelle on doit sans aucun doute se connaître l'antipatriotisme, ainsi que toutes les conséquences irréparables de l'affaire Dreyfus.

Il existe cependant un moyen terme entre le service universel, dont la conclusion définitive et l'aboutissement fatal, dans une démocratie intégrale, sont ce qu'on appelle les milices, et l'ar-

mée trop réduite que nous donnait le régime de 1832. C'est le système imaginé par le maréchal Niel et qu'il essaya de traduire en institutions fermes quand il voulut juxtaposer aux troupes de métier, composées des appelés, des engagés volontaires et des rengagés, une force imposante de seconde ligne, qui en fut à la fois le complément, le réservoir et le soutien. Cette organisation n'a été qu'essayée et cependant elle nous a permis, en 1870, de défendre l'honneur des armes par une résistance dont aucun peuple n'eût été capable. On peut donc juger de la force que la France en eût tirée si elle l'avait eue à sa disposition, complète, entière et telle en un mot que la rêvait son créateur. Mais il est dit que, dans ce malheureux pays, on ne se décide jamais à agir que sous la pression des événements eux-mêmes et quand l'angoisse des catastrophes étreint trop durement les esprits pour en permettre l'accès aux réflexions paisibles ou aux arguments de la logique, de l'expérience et du bon sens.

Si d'ailleurs, à cette époque, il n'y avait point d'antipatriotes militants, on pouvait trouver aisément dans les rangs de l'opposition, pas mal d'antimilitaristes, et surtout beaucoup de pacifistes, nourris de chimères comme ils le sont toujours. C'était le temps où Jules Simon, qui n'était point encore converti, écrivait dans sa "Politique radicale", cette phrase impie et saugrenue: "Inutile au dedans pour la justice, le soldat n'est même pas nécessaire à la frontière", et où d'autres disaient sans rire que "le jour où la France ne prendrait plus d'allures guerrières, l'Allemagne saurait contraindre son souverain à mettre bas les armes".

On proposait de diminuer de 20,000 hommes le contingent annuel, et, pour empêcher cette mesure déplorabile, l'Empereur ne trouvait d'autre ressource que d'écrire une lettre personnelle à chaque député du Corps législatif, recourant ainsi à un procédé tellement inconstitutionnel qu'il dut y renoncer de lui-même. Quant au maréchal Le Bon, qui avait succédé au maréchal Niel, il exposait, dans une note officielle, qu'aux 1,140,000 soldats de l'Allemagne en armes, nous n'alloions plus pouvoir opposer que 473,000 hommes, chiffre encore très supérieur, hélas! à la réalité. Tout cela était d'ailleurs parfaitement inutile, parce qu'on n'ouvre jamais les yeux de force à ceux qui les tiennent obstinément fermés à la lumière. Il convient cependant de ne point oublier de telles choses, par où s'établissent les documentations nécessaires et se précisent les responsabilités. Car on y voit nettement que certains hommes, dont on a voulu faire plus tard des bons émissaires, présentaient le danger avec une clairvoyance incontestable, et que ce n'est point leur sagesse qui n'est trouvée en défaut, mais leur facilité d'agir qui s'est heurtée à des obstacles insurmontables, bâtis d'aveuglement, de sophismes et de dangereuses illusions.

Suivrai-je maintenant M. Germain Bapet dans la description très vivante et mouvementée qu'il fait du désastre général dont la déclaration de guerre fut le signal? Je le voudrais, si j'en avais la place. Non pas que les événements douloureux qu'il évoque ne soient aujourd'hui complètement connus dans leur ensemble, mais parce que, ainsi que je l'ai déjà dit, une quantité de détails, dont certains peuvent passer pour

les petites causes d'effets considérables, viennent en éclaircir l'histoire et parfois même l'expliquer.

Ainsi en est-il des incidents, tantôt futiles, tantôt plus graves, qui firent modifier jusqu'à trois fois la composition des armées, puis influencèrent la direction des opérations au point de la livrer à la plus complète incohérence. Ainsi encore des raisons plus ou moins justifiées qui dictèrent les choix des personnes, et aboutirent à des froissements inutiles, dont le bien du service, et principalement du service d'état-major, eut beaucoup à souffrir. Ainsi enfin des événements qui ont précédé la chute du ministère du 2 janvier et son remplacement par le cabinet Palikao.

Et ici se place un épisode peu connu, je crois, mais qui ne laisse point d'être assez suggestif. Il paraîtrait que le 9 août, jour où ils tombèrent, les ministres devaient faire arrêter et conduire au Havre une trentaine de députés qui avaient complété l'envahissement du Corps législatif et la proclamation de la république. Cet acte de vigilarité, tout à fait justifiable, en raison des circonstances, fut-il vraiment décidé et résolu? M. Emile Olivier, qui consacra sa verte vieillesse à écrire, d'une plume si vaillante, le passionnant récit de ces moments tragiques, nous le dira sans doute bientôt. Mais il est certain que si les circonstances lui avaient permis d'écrire ainsi dans l'ouïe cette inexplicable révolution du Quatre-Septembre, accomplie quand l'ennemi était déjà presque aux portes de la capitale, la face des choses aurait changé sans doute, et qui sait ce qui, par la suite, aurait pu advenir?

Qui sait aussi quelles eussent été les conséquences de la substitution du maréchal Canrobert au général Trochu dans le commandement de Paris? Le second ne fut nommé qu'au refus du premier, qui ne voulait pas abandonner son corps d'armée au moment où il allait se battre. Scrupule honorable et généreux, tout à la fois, et de Constant ne pouvait vraiment pas s'affranchir. Mais scrupule également fatal et funeste, parce qu'il priva la cause de l'ordre, de la légalité et, je puis dire, de l'intérêt national d'un soutien qui ne se serait point dérobé au moment décisif. M. Bapet nous montrera plus tard l'illustre maréchal sur les champs de bataille de Metz. On jugera alors, sans doute, qu'avec ses loyautés, sa droiture et son impassible courage, il eût rendu plus de services au pays en lui assurant le bénéfice d'un gouvernement régulier qu'en présentant, désespéré et impuissant au désastre qu'il n'avait pas les moyens d'empêcher.

Arrestation de Clark Wisner.

Clark N. Wisner, membre de la maison de commerce Wisner and Co., de Memphis, Tenn., courtier en grains et en coton, a été arrêté hier matin dans le United Cotton Building, rue Gravier, par les détectives Holyard et Houney. Une accusation de détournement est portée contre Wisner par la police de Memphis, et son arrestation a été opérée à la requête du chef de police de cette dernière ville.

M. Wisner a été écroué dans la Prison de Paroisse, en attendant d'être livré à la justice du Tennessee. Il nie formellement l'accusation portée contre lui et déclare qu'il n'aura aucune difficulté à se disculper. Les détournements mis à la charge de Wisner, portent sur une somme de 3,000 dollars.

Arrestation de Joseph Ferina.

La police a procédé, hier matin, à l'arrestation de Joseph Ferina, âgé de 14 ans, frère de Rosario Ferina, le voleur qui a été tué samedi matin dans une tragique rencontre avec des détectives.

Le jeune Ferina est né en Sicile où habitent encore son père et sa mère. Il est aux Etats-Unis depuis cinq ans et parle parfaitement l'anglais.

Commencement d'incendie.

L'agent de police Roth, du quatrième arrondissement, a découvert des flammes hier matin, dans une chambre de la maison portant le No 1320 rue Iberville.

Joseph Ferina dans la chambre, par une fenêtre restée ouverte, l'agent se mit en devoir d'éteindre le feu, pendant qu'il éveillait la locataire de ceans, une nommée Sadie Rudewich, qui dormait paisiblement tandis que son plancher brûlait. Les dommages causés par le feu sont peu importants.

Autre incendie.

A sept heures hier soir un feu a pris naissance dans la demeure de Wm P. Dowell, rue Octavia 1927. M. Dowell a été légèrement brûlé aux mains en essayant d'éteindre les flammes. Les dommages causés à la bâtisse s'élevaient à \$25.

La vente du gibier.

La vente du gibier est interdite dans tout le territoire de l'Etat. La nouvelle loi est entrée en vigueur lundi matin.

Néanmoins les chasseurs ont encore le droit de se livrer à leur passe-temps favori, à condition de ne pas vendre le gibier abattu ou le transporter hors de l'Etat.

La loi s'applique aux perdrix, canards, tourterelles, courcilles, lapins, cailles et tout autre gibier de poil ou de plume.

La chasse restera fermée du 1er mars au 1er septembre.

Les articles de loi traitant du transport, de la vente ou de l'achat du gibier, sont les suivants:

"Qu'il soit en outre résolu: qu'il est illégal pour toute personne, maison de commerce, corporation, ou leurs employés, d'expédier ou de transporter du gibier, mort ou vivant, hors de limite de l'Etat.

L'Affaire Maloney.

C'est mercredi prochain que les avocats de Robert Maloney, l'accusé de détournement, plaideront devant la Cour criminelle en vue d'obtenir une réduction du cautionnement imposé à leur client.

La caution fixée par la Cour est de 90,000 dollars, et les avocats de Maloney demandent qu'elle soit réduite à \$50,000.

L'avocat de district Adams s'opposera par tous les moyens en son pouvoir à la réduction demandée.

La crue du Mississipi.

La crue de l'Ohio et de ses affluents commence à faire sentir ses effets sur le cours inférieur du Mississipi.

Depuis deux jours le fleuve monte rapidement, et tout fait prévoir que vers le milieu du mois il aura atteint son niveau des grandes eaux.

Tous les préparatifs sont terminés pour faire face à cette crue et partout des levées en excellent état garantissent les riverains.

L'Unité de l'Eglise.

Les premiers exercices du Carême ont eu lieu dimanche dernier dans toutes les églises de la ville, et ont été suivis avec piété.

A la Cathédrale, nous l'avons déjà dit, c'est le Rév. F. A. R. Grouleau qui prêchera la Station; et son début a pleinement répondu à l'attente générale. Il a la voix forte, le geste souple et une diction parfaite; avec cela, il traite son sujet avec une très grande clarté et dans le langage le plus heureux. Le Père Grouleau sera écouté avec plaisir non seulement parce qu'il parlera de la Vérité, mais aussi parce que sa phrase sera empreinte d'un lyrisme plein de charme.

Le prédicateur avait pris dimanche pour sujet de sa première conférence: l'Unité de l'Eglise.

Après avoir brièvement dans son exorde, rappelé le congrès panaméricain tenu à Londres au mois de juillet dernier et qui devait à piteusement avorter, l'orateur nous prouve que seule l'Eglise catholique est la véritable Eglise de Jésus-Christ, parce que seule elle possède la véritable et complète unité.

C'est dans l'essence divine elle-même qu'il faut aller chercher l'image parfaite en même temps que la cause exemplaire de toute unité créée. Là, en effet, nous adorons le Père, le Fils, le Saint-Esprit, le Rédempteur, le Sanctificateur.

Ainsi, dans l'Eglise catholique nous trouvons d'abord, le Père, le Fils, le Saint-Esprit, cause de l'unité féconde et sans lui elle ne peut exister.

Nous trouvons ensuite, le Rédempteur, dans l'unité de la Foi, fruit de l'unité de gouvernement, la Foi, la cause initiale de notre salut. Celui qui croira sera sauvé.

Nous trouvons ensuite, le Sanctificateur, dans l'unité de la discipline ou des moyens de parvenir au salut.

En un mot, dans l'Eglise catholique seule, nous avons: un Roi, une Foi, une Loi.

Retour des surintendants des écoles.

MM. Warren Easton et J. R. Connelly, surintendants des écoles publiques de la Nouvelle-Orléans, sont rentrés, hier matin, de Chicago, où ils ont assisté à la Conférence nationale des surintendants d'écoles. M. Easton se déclare enchanté de l'accueil fait aux délégués par les autorités de Chicago.

Pendant ce Congrès, auquel ont assisté 1,800 délégués venus de toutes les parties du pays, la discussion a principalement porté sur les réformes et les améliorations à introduire dans le système scolaire.

Revue des Deux Mondes.

15, rue de l'Université, Paris. Sommaire de la Livraison du 13 Février 1909

I.—Fachoda. — I. La Convention de Juin 1898. — L'incident de Fachoda, par M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française.

II.—Les Unis, deuxième partie, par M. Edouard Rod.

III.—Au Couchant de la Monarchie. — II. Les premiers Actes du Règne, par M. le marquis de Ségur de l'Académie française.

IV.—Les Eglises orientales — Jeunes-Turcs et Jeunes-Egyptiens, par M. Louis Bertrand.

V.—Une famille Française au XVIIe Siècle, par M. Emile Faguet, de l'Académie Française.

VI.—Le Lyrique de Leconte de Lisle, par Jean Dorât.

VII.—Revue Littéraire — M. André Hallays et l'Art de Flaner, par M. René Doumic.

VIII.—Revue Musicale — Les enfants à Bethléem. Aux Concerts du Châtelet. — Monna Vanna, à l'Opéra; Ernest Reyer, par M. Camille Bellaigue.

IX.—Revue Etrangères. — L'Autobiographie d'Un Ouvrier Anglais, par M. T. de Wyzewa.

X.—Chronique De La Quinzaine, Histoire Politique, par M. Francis Charmes, de l'Académie française.

XI.—Bulletin Bibliographique.

encre, au restaurant cet officier... Par baccos, zé né comprend pas que zé né l'ont si pas zété mon assiette pleine de pourée de marrons à la tête.

Il ajouta, morose: — Vous êtes trop coquette Ninette!

— Ah! bon, la sole!... Tu sais que tu commences à me rasser terriblement, Nasco, avec ta jalousie? Tu étais plus rigolo, autrefois.

L'humeur du Napolitain avait beaucoup changé. Son estomac aussi. Il répondit en grommelant: — Zé né souie pas sans motif pour voir les zéeses en noir.

En quoi il disait vrai. Il avait attrapé la forte coléte au jeu dans les tripiots de nuit où il ébauchait domicile. Il avait dû recourir à des combinaisons financières, revendre à des siers, avant de les avoir payés au fabricant, les deux automobiles qu'il avait achetées, et proposé de rendre à perte au tapissier le mobilier somptueux qu'il s'était offert ainsi qu'à Ninette.

Hier, les bijoux dont il l'avait couverte avaient pris le chemin du Mont-de-Piété.

On eût de en mauvaises digressions et le caractère assombri à moins. — Les zens né savent pas vivre en ce pays, dit-il d'une voix sombre. Lé propriétaire m'a donné songé en termes incoogros.

A la suite du flagrant dé-

regarde avec cette insistance Hier

Germaine — Ninette, — ci-de-

Feuilleton

—DE—

L'ABELLE DE LA N. O.

No. 76. Commencé le 19 déc. 1908

LA Princesse Noire

GRAND ROMAN INÉDIT

PAR PAUL MARGUERITE

DEUXIÈME PARTIE

LA VENGEANCE DU MARQUIS

XIX

OU LE VENT TOURNE

(Suite.)

LA, un vil étounement l'attendait, dès qu'il fut devant la haie de lierre et la grille basse à pi-

ques de fer peintes en bronze, devant le jardin qui précédait le perron.

Tous les volets du petit hôtel étaient hermétiquement clos, les portes fermées.

La petite porte du jardin aussi; du moins elle le semblait.

Mais M. de Morailles la poussa, car elle ne s'ouvrait que du dedans, sans loquet au dehors. Elle céda et il se trouva en face d'une femme de ménage d'une quarantaine d'années à cheveux gris que Maud employait, en plus des domestiques, aux gros travaux.

Elle avait l'air honnête et regarda M. de Morailles avec respect. Jamais il ne lui avait adressé la parole, jamais il ne l'avait regardée. Mais elle le connaissait bien; n'était-il pas, après mademoiselle Maud Kiss, le seigneur et maître?

— Et ce que monsieur désire quelque chose? demanda-t-elle, intimidée, en voyant la brusque transfiguration de ce visage.

M. de Morailles, en effet, cherchait à comprendre. Quoi, Maud l'avait tué à cinq heures et il trouvait sa maison fermée, hostile comme une forteresse, l'accueil d'un visage de bois, d'un corps de pierre?

— Maud? demanda-t-il d'une voix brève.

— Monsieur ne sait donc pas? Mademoiselle Kiss est partie.

— Partie? Quand? Pour où?

— Pour où, mademoiselle ne me l'a pas dit. Quand? A deux

heures de l'après-midi.

— A-t-elle dit qu'elle reviendrait?

— Mademoiselle n'a pas parlé de retour. Elle a emporté une malle et son sac de voyage.

M. de Morailles s'avance, poussant la femme qui, sur le seuil de la petite porte et sans intention, lui barrait le passage.

— Les clefs! réclama-t-il sèche-ment.

Un soupçon terrible venait de lui venir. Maud partie, Maud ayant rejoint Hartenberg, Maud s'étant jointe de lui, l'ayant berné?... Ah! la guesse!

— Quelles clefs, monsieur? — Celles de la maison.

— Mais je ne les ai pas. Mademoiselle a fermé les volets et les portes elle-même et elle a emporté les clefs.

— Elle n'est pas sortie seule? — Avec madame Harden.

— Ah! avec mistress Harden? Et Morailles serra les poings malgré son empire sur lui-même.

Ces deux damnées femmes! s'entendaient donc contre lui; elles étaient d'accord! Mais pourquoi ce départ? Quelle apparence? Il comprenait de moins en moins.

— Voyons, ne mentez pas, vous avez ces clefs.

— Moi? protesta la femme de ménage avec sincérité. Non, monsieur, je vous le jure.

— Pourquoi êtes-vous là?

— Non-seulement mademoiselle a emporté les clefs de la maison, mais celle de la grille d'entrée. Elle m'a dit en partant:

— Fanny, vous n'aurez qu'à tirer la porte du jardin en vous en allant; ça suffira à la fermer.

Et que monsieur ne croie pas que j'emporte rien de mal.

Le femme de ménage tenait en effet son tablier relevé qui faisait bosse.

— Monsieur peut voir dedans, il n'y a que du pain et la moitié d'un gigot avec quelques légumes à faire cuire.

— C'est mademoiselle qui m'a dit:

— Tenez, Fanny, emportez ces restes pour le dîner de vos enfants, parce que j'en ai quatre, monsieur, deux petits garçons et deux filles.

— Mais où sont les domestiques? Ils vont revenir? Ils ont des ordres, je suppose?

— Pour ce qui est de revenir, monsieur, je ne le crois pas. Car mademoiselle a réglé à la cuisinière, au valet de chambre et à la femme de chambre leur compte avec un mois d'avance comme gratification. Et elle leur a dit qu'elle partait en voyage.

— Ils sont partis un mois d'une heure, parce que mademoiselle voulait former elle-même la maison, comme je le disais à monsieur.

— Il n'y a que moi qui suis restée dans le jardin à nettoyer le

hangar. Et je m'en allais, monsieur l'a ben vu.

— Allons, il ne saurait rien! Il songe à corrompre cette femme, à acheter ses confidences. Il était impossible qu'elle ne sût rien. Cependant, son air d'honnêteté, de franchise parlait pour elle.

— Vous ne savez rien d'autre? Ni où est allée miss Maud, ni quand elle reviendra?

Et il tirait de sa poche une pièce d'or. La femme recula, offensée.

— Ce que je n'ai pas dit à monsieur, parce que je ne le sais pas, je n'aurais pas le lui dire si je le savais pour de l'argent, bien sûr.

Il insistait pas, et lui glissant le louis dans la main.

— Je ne veux pas vous acheter, ma bonne femme, tenez, prenez pour vos enfants.

Et, brusque, il fit demi-tour, non sans avoir jeté un dernier regard de doute et de défi à la maison close.

— Maintenant, murmura-t-il, occupons-nous d'Aurore.

— Maud ne perdra rien pour attendre.

Chacun son tour! Et il se vit déjà arrivant, l'âme enflammée et sombre, accompagné du docteur Saffroy, à la Roche-Torte.